

ARRÊTÉ TEMPORAIRE

Le Maire de la Ville de CHINON,

Vu, le Code général des collectivités territoriales,

Vu, le Code de la Route,

Vu, le Code Pénal,

Vu, le Code de la Voirie Routière,

Vu, le Code Général de la Propriété des personnes publiques,

Vu, l'Arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié et complété, relatif à la circulation routière,

Vu, la délibération des tarifs municipaux pour l'année 2024 en date du 15 décembre 2023,

Vu, le Règlement de voirie de la ville de Chinon du 24 juin 2021,

Vu, la demande en date 28 juin 2024 présentée par **Monsieur Patrick COORNAERT** – 04 place du Barry – 32500 La Sauvetat,

Considérant, qu'un emménagement de mobilier - **92 Quai Jeanne d'Arc**, nécessite un aménagement de la circulation et du stationnement des véhicules.

ARRÊTE

Article 1 : En raison d'un emménagement de mobilier – **92 Quai Jeanne d'Arc**, la circulation de tout véhicule sera interdite, **passage de la Parrerie** et le stationnement du véhicule de l'emménagement sera autorisé sur cette voie :

- **Le mercredi 24 juillet 2024 de 14 h 00 à 18 h 00.**

Article 2 : Tout stationnement dans la zone de l'emménagement sera considéré comme gênant en référence à l'article R. 417-10-2-al.10 du Code de la Route.

Article 3 : La fourniture, la mise en place, l'entretien, l'enlèvement des barrières et panneaux incomberont entièrement au responsable de l'emménagement, la signalisation devant être conforme aux dispositions du Code de la Route.

Article 4 : La présente autorisation est subordonnée à l'acquittement d'une taxe de « réservation du domaine public » de 14,15 € (14,15 € tarif par demi-journée).

Article 5 : Le pétitionnaire est tenu d'afficher le présent arrêté municipal sur le lieu d'intervention.

Article 6 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté municipal n° 2024-510 en date du 19 juin 2024.

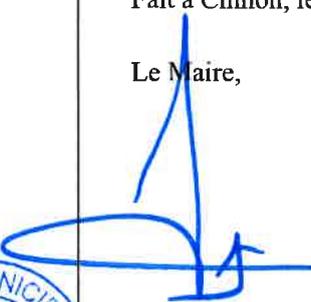
Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la ville de Chinon ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication devant le tribunal administratif d'Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé recours citoyens » accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr> ».

Article 8 : Monsieur le Directeur Général des services de la Mairie de Chinon, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, Monsieur le Responsable du Service de la Police Municipale Intercommunale, Madame la Gestionnaire du Domaine Public, le Responsable chargé de l'emménagement, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à Monsieur le Directeur des services techniques communs de la CCCVL et à Monsieur le Commandant du Centre de Secours Principal de Chinon, pour information.

Certifié exécutoire par :

Affichage fait le **09 JUIL. 2024**
Fait à Chinon, le **28 JUIN 2024**
Le Maire,

Jean-Luc DUPONT

Fait à Chinon, le **28 JUIN 2024**
Le Maire,

Jean-Luc DUPONT

